REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 10 au 16 août 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Environnement : projet ExPLOI.....2
- La COI, l'AFD et le fonds français pour l'environnement mondial ont signé la convention de financement du projet ExPLOI

1.2 Connectivité maritime.....4
- UN OBSERVATOIRE POUR LA CONNECTIVITÉ MARITIME RÉGIONALE ?

1.3 Economie bleue.....6
- APPEL À PROJETS POUR DÉVELOPPER DES ENTREPRISES DANS L'ÉCONOMIE BLEUE

1.4 Sécurité maritime.....8
- Les présidents comorien et mozambicain préoccupés par l'insécurité au Mozambique
- Inde : Poutine remercie l'Inde pour son initiative de sécurité maritime et réaffirme l'engagement de la Russie à lutter contre la criminalité en mer

1.5 Concours photo.....10
- Dans le Cosmos

2. Centres d'Intérêts

2.1 Energies renouvelables.....11
- Electrification rurale : un projet d'aménagement hydroélectrique dans deux régions

2.2 Changement climatique.....12
- Changement climatique : moyenne de température plus élevée en Afrique

2.3 Environnement..... 13
- Le gouvernement et l'UNDP collaborent pour la restauration de l'écosystème marin
- Le projet DIDEM pur une protection efficace de l'environnement

2.4 Tourisme.....15
- Tourisme : plus d'un million de vaccins administrés - la prochaine étape de la réouverture se précise

2.5 Economie.....16
- Frontières : Le GEM milite pour une ouverture aux touristes vaccinés
- La Banque centrale des Seychelles : les prix à la consommation devraient baisser compte tenu de l'amélioration du taux de change

2.6 Sécurité maritime.....19
- Général Laurent Cluzel : "Nous devons nous préparer à assumer un large spectre de missions"

La COI, l'AFD et le Fonds français pour l'environnement mondial ont signé la convention de financement du projet ExPLOI.

Sainte Clotilde, La Réunion - Le plastique est partout. Et pour cause, c'est un matériau utile, adaptable, peu coûteux. Le revers de la médaille pose, en revanche, de sérieux défis. L'utilisation du plastique, surtout à usage unique, entraîne une pollution parfois même invisible. Les îles de l'Indianocéanie en souffrent, notamment du fait de capacités limitées de traitement des déchets plastiques. Les écosystèmes sont dégradés, les chaînes alimentaires sont perturbées. L'impact de la pollution plastique est d'abord environnemental. Mais il est aussi économique, social et sanitaire. Dans nos îles, les secteurs de la pêche, du tourisme ou encore de l'alimentation sont particulièrement concernés.

Pour répondre à ce défi, la Commission de l'océan Indien mettra en oeuvre un projet régional pour améliorer la connaissance de la pollution causée par les déchets plastiques et pour impulser des dynamiques d'économie circulaire. C'est le projet ExPLOI, pour « Expédition plastique océan Indien », financé par la France à travers l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM). La Convention de financement du projet ExPLOI, d'un montant de 6,7 millions d'euros sur 5 ans, a été signée le 9 juillet 2021 au Village By CA à Sainte-Clotilde (La Réunion) par Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI, Mme Stéphanie Bouziges-Eschmann, Secrétaire générale du FFEM, et M. Marc Dubernet, directeur régional de l'AFD, en présence du préfet de La Réunion, M. Jacques Billant.

ExPLOI, un projet dans l'ère du temps

«ExPLOI est un projet pleinement dans l'ère du temps : il allie recherche scientifique, entrepreneuriat dans l'économie circulaire, politiques publiques et sensibilisation, notamment des jeunes. Ce projet participera aussi à la réalisation de plusieurs Objectifs de développement durable : éducation de qualité, villes ou plutôt îles durables, modes de production et de consommation responsables, préservation des écosystèmes terrestres, marins et côtiers... L'approche est novatrice parce qu'elle sera également accompagnée de bout en bout par des partenaires de référence, des scientifiques et des opérateurs du secteur privé. Et surtout, ExPLOI devra poser les jalons d'une autre manière de produire et de consommer pour faire de nos îles des territoires authentiquement durables et résilients en phase avec les aspirations des jeunes générations », explique le Secrétaire général de la COI, Prof. Marimoutou.

Avec le soutien de l'AFD...

Du côté de l'AFD, c'est une action globale en faveur des océans et du développement durable que porte l'Agence. ExPLOI s'inscrit dans cette démarche ambitieuse et multiforme :
Selon Marc Dubernet, Directeur régional océan Indien de l'AFD, « les îles de l'océan Indien constituent des écosystèmes remarquables où la préservation de l'environnement impose de collaborer étroitement. Le projet ExPLOI marque une étape importante dans la lutte contre La prolifération du plastique dans nos océans. L'AFD a choisi d'accompagner ce projet dans l'océan Indien, porté par la COI, parce que nous sommes convaincus qu'il faut faire évoluer les pratiques des acteurs économiques et des populations autour du plastique. Nous pensons que pour agir efficacement, il faut développer des substituts écologiquement neutres. La bonne échelle pour ce faire est celle des îles de la COI en mobilisant plusieurs partenaires. L'enjeu est de préserver l'environnement et la santé des populations des Etats membres de la COI ».
...ainsi que celui du FFEM
Le FFEM, qui soutient des initiatives à co-bénéfices environnemental, social et économique, participe également au financement d'ExPLOI. Ce partenariat renouvelé avec la COI est, en quelque sorte, une suite logique du projet commun de gestion intégrée des zones côtières (2014-2018).
« Le FFEM encourage le développement de partenariats multi-acteurs et une collaboration entre les territoires pour mettre en oeuvre des actions concrètes face à la pollution plastique. Le projet ExPLOI est une initiative ambitieuse qui reconnaît la gravité de cette pollution. Ainsi, ExPLOI vise à développer des actions de réduction, de réutilisation et de recyclage des plastiques, au travers du concept de l'économie circulaire. Ce projet a pour ambition de contribuer à la préservation des écosystèmes marins et ainsi de maintenir les moyens de subsistance des populations qui en dépendent », déclare Stéphanie Bouziges-Eschmann, Secrétaire générale du FFEM.
Témoin de cette signature, le préfet de La Réunion, M. Jacques Billant indique :**Suite de l'article**

UN OBSERVATOIRE POUR LA CONNECTIVITÉ MARITIME RÉGIONALE ?



C'EST UNE IDÉE SOUTENUE PAR CAP BUSINESS OCÉAN INDIEN (EX UCCIOI), QUI REGROUPE L'ENSEMBLE DES ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ DES SIX ÎLES DE LA RÉGION, QUI PRÔNE LE RENFORCEMENT DU DIALOGUE ENTRE LE SECTEUR PUBLIC ET LE SECTEUR PRIVÉ PAR LA CRÉATION D'UN OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE LA CONNECTIVITÉ, DU FRET ET DE LA LOGISTIQUE MARITIME.

Comme nous l'analysons régulièrement dans nos colonnes, depuis plusieurs mois, la hausse du coût du fret, l'indisponibilité des conteneurs et la réduction du nombre de dessertes maritimes bouleversent l'équilibre économique et social des îles du sud-ouest de l'océan Indien.

« La connectivité maritime est devenue une question centrale pour nos économies insulaires. La situation est d'autant plus inquiétante que la hausse du coût du fret devrait se poursuivre pour trois raisons : l'accélération de la croissance mondiale, qui exerce une pression sur la demande ; la pénurie des conteneurs ; et l'indisponibilité des porte- conteneurs dans la région. L'entrée en vigueur de nouvelles normes environnementales relatives aux émissions de carbone impactera aussi les coûts. Il est donc urgent que les secteurs public et privé réfléchissent ensemble à des solutions durables pour renforcer leur résilience. D'où l'idée de mettre en place un observatoire régional de la connectivité, du fret et de la logistique maritime. Nous donnerons la priorité à ce projet au cours des mois à venir, et ce conformément à la motion adoptée par notre assemblée ordinaire », explique Éric Magamootoo, Secrétaire général de Cap Business Océan Indien.

« LA RÉPONSE DOIT ÊTRE COLLECTIVE »

Le changement de gouvernance à la Région Réunion et la nomination, pour la première fois, d'un élu en charge de la connectivité maritime et aérienne, de même que la présidence française de la Commission de l'océan Indien, sont autant de signes encourageants selon l'association, qui y voit une étape cruciale pour la mise à l'agenda de cette problématique. La pandémie et la crise économique qu'elle a engendrée ont mis en exergue la dépendance et

la vulnérabilité de nos îles face aux circuits d'approvisionnement longs en provenance d'Asie ou d'Europe.
Cap Business Océan Indien est d'avis que des partenariats peuvent être créés en tirant parti de la complémentarité des îles de la région pour relancer leurs économies tout en respectant les contraintes liées à la crise climatique. Le renforcement du dialogue public-privé s'inscrit dans cette stratégie de coopération.
La réussite de cet observatoire dépendra de quatre facteurs clés. : premièrement, l'implication des grandes compagnies maritimes, telles que MSC, CMA CGM et Maersk, qui contrôlent plus de 90 % du transport maritime régional. Deuxièmement, qualité du dialogue entre les secteurs privé et public. Troisièmement, il est important que le secteur privé régional investisse, dans le secteur tout en bénéficiant de l'accompagnement du secteur public pour l'amélioration des infrastructures et de la performance de nos ports. Et enfin, l'augmentation du volume des échanges dans la zone océan Indien sera un élément fondamental, puisqu'elle fera baisser les coûts du fret tout en favorisant le commerce intrarégional.
Lors du Conseil des ministres de la COI de mai 2021, Éric Magamootoo avait axé son intervention sur l'importance de mettre sur pied cet observatoire régional. « Le problème de la connectivité maritime, qui est une réelle menace pour nos économies, ne pourra être résolu que grâce à une approche régionale et un dialogue constructif entre l'ensemble des partenaires. La réponse doit être collective », conclut le Secrétaire général de Cap Business Océan Indien.



APPEL À PROJETS POUR DÉVELOPPER DES ENTREPRISES DANS L'ÉCONOMIE BLEUE

Dans le cadre de **la présidence française de la Commission de l'océan Indien**, la France célèbre l'Année Bleue de l'océan Indien. A cette occasion l'Ambassade de France à Maurice, avec la collaboration de la Turbine, incubateur d'entreprises du groupe ENL, lance un appel à projets pour le développement d'entreprises innovantes valorisant l'océan, la mer, les littoraux et leurs multiples ressources. Les porteurs des projets retenus seront ainsi encadrés par les coachs de la Turbine avant de pouvoir préparer leur pitch devant un panel d'évaluateurs.
Cet appel à projets porte principalement sur trois secteurs : l'alimentation, la pharmaceutique et le bien-être.
Une initiative de l'Ambassade de France à Maurice en collaboration avec la EDB, le MRIC et la Turbine.
Les inscriptions se feront sur le site www.turbine.mu jusqu'au 30 septembre 2021.
L'économie bleue désigne l'ensemble des activités économiques qui sont liées aux océans, aux mers, aux littoraux qui respectent les droits humains et l'environnement. Cela inclut des activités classiques comme la gestion raisonnée des pêches, l'aquaculture durable, le transport maritime vert, les ports, le tourisme durable mais également les domaines émergents comme les énergies renouvelables, les services écosystémiques marins, la désalinisation entre autres.
Le lancement officiel a eu lieu ce jeudi 12 août à la Turbine au Vivea Business Park, Moka, en présence des ministres **Sudheer Maudhoo**, Ministre de l'Economie bleue, des ressources marines, de la pêche et de la marine, **Deepak Balgobin**, Ministre des Technologies de la communication et de l'innovation, S.E Mme **Florence Caussé-Tissier**, Ambassadrice de France à Maurice et M. **Hector Espitalier-Noël**, CEO du groupe ENL. Cet appel à projets porte principalement sur trois secteurs : l'alimentation, la pharmaceutique et le bien-être. Dans le secteur de l'alimentation, il s'agit de parvenir à une meilleure gestion des stocks de poisson et d'innovation dans le secteur de l'aquaculture, la production d'algues et de coquillages. L'océan détient aussi un potentiel pour le développement de produits et services dans la pharmaceutique. Il s'agit d'améliorer la qualité de vie, de soulager les douleurs et trouver des remèdes aux maladies grâce aux ressources marines. Les organisateurs recherchent également des porteurs de projets pour

développer des nouvelles approches et des idées novatrices qui améliorent le bien-être de l'homme et de son environnement.

Les critères de sélection sont :

Respect du concept de l'Economie bleue, ses communautés et des espèces qui en dépendent.
Thématiques : alimentation, bien être ou pharmaceutique.
Équipe composée d'au moins 3 personnes avec des compétences techniques complémentaires.
Équipe composée d'au moins un résident mauricien, d'un expert dans le domaine et d'une femme.
L'entreprise doit ou devra être enregistrée à l'île Maurice.
Souhaits de développer une nouvelle entreprise ou une nouvelle activité au sein de votre entreprise existante, création d'emplois et génération de revenus durables de cette nouvelle activité. Les porteurs de projets ont jusqu'au 30 septembre 2021 pour s'inscrire sur le site de la Turbine. Ils suivront six ateliers proposés par la Turbine pour développer leurs idées d'entreprises et présenteront leurs projets le 10 décembre devant un panel d'évaluateurs.
A l'issue de cette présentation, les porteurs de projets sélectionnés poursuivront le parcours avec la Turbine à travers le programme d'incubation et d'accélération. Ainsi, ils bénéficieront de business coaching, d'un espace de travail, d'ateliers, d'accès à des experts, de networking, d'accès à des clients et des investisseurs potentiels.Pour les inscriptions et d'autres détails, rendez-vous sur le site web de La Turbine.

Plus d'infos cliquez sur les liens :

- https://www.r1.mu/actu/environnement/lambassade-de-france-en-collaboration-avec-le-groupe-enl-et-l-economic-development-board-lance-un-appel-a-projets-pour-le-developpement-de-leconomie-bleue-p707773
- https://www.wazaa.mu/fr/economie-bleue---lancement-d-un-appel-a-projets-pour-developper-les-opportunites-d-affaires
- https://allafrica.com/stories/202108130481.html

Les présidents comorien et mozambicain préoccupés par l'insécurité au Mozambique

Les deux chefs d'Etat se sont rencontrés la semaine dernière à Maputo. Ils affichent une volonté commune de lutter contre la montée des attaques djihadistes qui risquent, à terme, de faire du Canal de Mozambique un nouveau sanctuaire du terrorisme. Les gisements de pétrole attisent les convoitises des puissances occidentales. Des sociétés pétrolières alimenteraient cette insécurité via des mercenaires étrangers connectés à des mouvements insurrectionnels au Mozambique sur fond de dissidences politiques, notamment dans la province de Cabo Delgado.



Les présidents comorien et mozambicain lors de leur conférence de presse commune à Maputo, le 4 août (Ph. Beit-Salam)

Les Comores et le Mozambique prennent conscience de la dangereuse montée d'une forme d'extrémisme dans la région du Canal et veulent agir sans délai. Les deux pays limitrophes (qui ont accédé à l'indépendance la même année en 1975) mesurent la portée de la menace sécuritaire caractérisée par des attaques surprises menées par de djihadistes d'Al-shebab affiliés à un nouveau groupe dénommé « Etat islamique en Afrique centrale ».

Moroni pourrait aussi compter sur « le programme MASE » de la Commission de l'Océan indien, financé par l'Union européenne qui « privilégie une approche globale pour faire face aux enjeux de sécurité maritime dans la région » et la lutte contre les « crimes transnationaux » et « les flux financiers illicites ». Face à la menace terroriste, les Comores ont, par ailleurs, le soutien des Emirats Arabes Unis, réputés pour leurs connaissances pointues en matière de renseignements. Un projet d'installation de radars pour la surveillance de la zone maritime comorienne est d'ailleurs en cours grâce au concours des Emirats. **Suite de l'article**

Inde : Poutine remercie l'Inde pour son initiative de sécurité maritime et réaffirme l'engagement de la Russie à lutter contre la criminalité en mer

MOSCOU : Le président russe Vladimir Poutine a remercié lundi l'Inde pour l'initiative de sécurité maritime et a réaffirmé que la Fédération de Russie est attachée aux tâches communes de lutte contre la criminalité en mer sous toutes ses formes et manifestations.
S'exprimant lors d'une conférence sur la sécurité maritime du Conseil de sécurité des Nations Unies présidée par le Premier ministre Narendra Modi, Poutine a déclaré : « Je remercie nos amis indiens d'avoir pris l'initiative si utile de tenir cette réunion. Je voudrais réaffirmer que la Fédération de Russie est attachée aux tâches communes de lutte la criminalité en mer sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Nous sommes prêts à promouvoir davantage le développement d'une coopération internationale équitable sur ce sujet.
Le débat de haut niveau sur « Renforcer la sécurité maritime – Un argument en faveur de la coopération internationale » au CSNU organisé par vidéoconférence a été présidé par le Premier ministre Modi.
La réunion a réuni plusieurs chefs d'État et de gouvernement d'États membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que des rapporteurs de haut niveau du Système des Nations Unies et les principales organisations régionales.
Poutine a en outre approuvé l'idée du Premier ministre Modi d'unir les efforts de tous les États intéressés par la sécurité maritime.
La spécificité de la situation est qu'il est vraiment difficile pour certains pays de résister de manière indépendante aux syndicats transnationaux de criminels, de pirates et de terroristes », a déclaré Poutine.
Il a également déclaré que la Russie souhaitait également établir une interaction productive avec l'Association pour la coopération régionale des pays côtiers de l'océan Indien et la Commission de l'océan Indien.
Pour contrer la piraterie, il s'est concentré sur l'union du potentiel de puissance des services spéciaux et des contingents armés correspondants de tous les États intéressés sous les auspices de l'ONU.

Plus d'infos :

- http://www.uniindia.com/moscow-keen-to-join-indian-ocean-groupings-says-putin/world/news/2473353.html
- https://www.wionews.com/india-news/russia-africa-show-robust-support-for-indias-maritime-meet-at-unsc-404401
- https://www.hellenicshippingnews.com/putin-calls-for-pooling-efforts-under-un-auspices-to-combat-maritime-piracy/
- http://www.uniindia.com/~/bangladesh-india-border-closed-till-august-15/World/news/2472922.html

Dans le cosmos

Par Les Nouvelles sur 12/08/2021

La Commission de l'océan Indien (COI) lance un concours photo portant sur «Les îles face au changement climatique : défis, effets et solutions». Le but est de sensibiliser de larges publics aux effets du dérèglement climatique dans les îles et partant, de valoriser les solutions portées à l'échelle locale par les communautés, la société civile ou encore les acteurs publics. Le concours est ouvert jusqu'au jeudi 19 août 2021, à l'occasion de la Journée mondiale de la photographie.

Plus d'infos

- **https://www.gcca.eu/fr/multimedia/ue-amcc-ocean-indien-concours-photo-regional-les-iles-face-au-changement-climatique**

Electrification rurale : un projet d'aménagement hydroélectrique dans deux régions

Par Les Nouvelles sur 12/08/2021

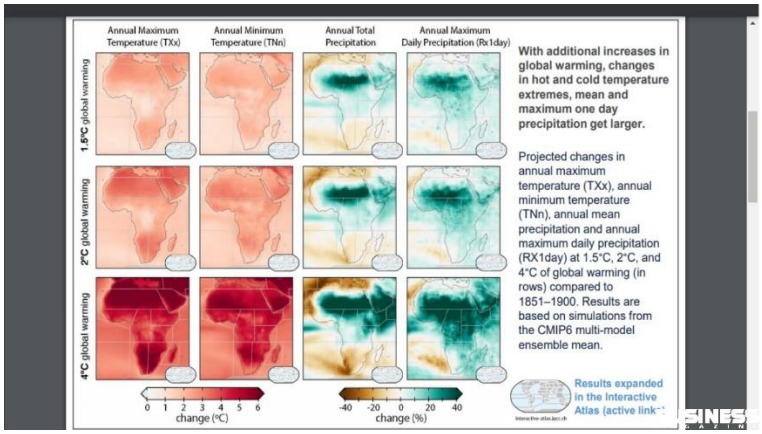


Annonces Goo
Envoyer un comme
Pourquoi cette annon
Inversez votre Diabète ?
Cette nouvelle
Français avec le
Sante Vitalite

L'Agence de développement de l'électrification rurale (Ader) s'attèle en ce moment à un projet d'électrification de 20 localités dans les régions Alaotra-Mangoro et Atsinanana, à travers l'aménagement hydroélectrique d'Ampasimbe et de Sahandaso, d'une puissance respective de 700 kW et 360 kW. Une réunion d'information avec les autorités locales et opérateurs sur la mise en œuvre de ce projet, a eu lieu dans les locaux de la région Atsinanana, le 9 août.

L'Ader a déjà lancé un appel à candidatures pour la sélection des permissionnaires chargés de cofinancer les investissements, la construction, l'exploitation et l'entretien des installations de production sur les sites d'Ampasimbe et Sahandaso. Le candidat sélectionné se chargera également de la distribution d'électricité obtenue à travers les aménagements hydroélectriques et de mini-réseaux moyenne et basse tension. La date limite du dépôt des offres est fixée au 27 septembre.

Changement climatique : moyenne de température plus élevée en Afrique



Le Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique (GIEC) a rendu publique, le lundi 9 août, les résultats des éléments scientifiques clés de son sixième rapport d'évaluation. Celui-ci souligne qu'en moyenne sur les 20 prochaines années, la température mondiale devrait afficher ou dépasser un réchauffement de 1,5°C.

Depuis 1850-1900, analyse ce *Sixth Assessment Report* du GIEC, les émissions de gaz à effet de serre attribuées aux activités humaines sont responsables d'une hausse d'environ 1,1°C dans le réchauffement climatique. L'analyse régionale fait état que le taux d'augmentation de la température de surface a généralement été plus rapide en Afrique que la moyenne mondiale, le changement climatique d'origine humaine étant le facteur dominant. De plus, le niveau relatif de la mer a augmenté à un rythme plus élevé, que le niveau moyen global de la mer, autour de l'Afrique au cours des trois dernières décennies. Il est probable que l'élévation du niveau relatif de la mer se poursuivra autour de l'Afrique, contribuant à l'augmentation de la fréquence et de la gravité des inondations côtières dans les zones de faible altitude, et à l'érosion côtière.

D'après les projections faites pour un réchauffement planétaire d'au moins 2ºC, des changements climatiques significatifs sont attendus pour le milieu du 21e siècle. Ils se traduiront notamment, avec une certitude moyenne à élevée sur les projections, par l'augmentation prévue de la vitesse moyenne des vents des cyclones tropicaux et des fortes précipitations qui y sont associées, ainsi que de la proportion de cyclones tropicaux de catégorie 4-5…

Des éléments que quelque 234 auteurs de 66 pays ont déterminés en se basant sur plus de 14 000 références pour ce sixième rapport d'évaluation basé sur les éléments scientifiques, d'ailleurs appuyés par les commentaires de 78 007 experts et gouvernements. **Suite de l'article**

Le gouvernement et l'UNDP collaborent pour la restauration de l'écosystème marin



Le Conseil des ministres a entériné, le vendredi 13 août dernier, la signature d'un accord de partage des coûts entre le ministère de l'Économie bleue, des Ressources marines, des Pêches et de Navigation et le United Nations Development Program (UNDP) afin de permettre le transfert de fonds à l'UNDP en tant que contribution du gouvernement de Maurice dans le cadre du projet «Restoring marine ecosystem services by restoring coral reefs to meet a changing climate future. »
Ce projet de six ans, qui a débuté en 2020, vise à atténuer l'impact du changement climatique sur les communautés locales et les secteurs économiques dépendants des récifs coralliens à Maurice, Rodrigues et les Seychelles grâce à la mise en œuvre d'activités à Maurice aux niveaux national et régional.
Le financement fourni pour les activités à Maurice couvrirait d'une part, la mise en place d'une pépinière terrestre à grande échelle à la Mauritius Oceanography Institute (MOI) pour la propagation d'espèces locales de coraux menacées et de coraux résilients au climat, en supposant que les installations de pompage d'eau de mer et d'autres coûts opérationnels seraient disponibles au MOI. D'autre part, il servira à la mise en place d'une pépinière expérimentale à terre au Albion Fisheries Research Centre (AFRC) pour la propagation sexuelle des coraux, en supposant que les autres coûts associés seraient pris en charge par l'AFRC.
Par ailleurs, l'UNDP a accepté d'effectuer tous les exercices de passation des marchés liés à la mise en place des deux projets, étant entendu qu'un accord de partage des coûts sera signé.

La Gazette des Comores

ENVIRONNEMENT

Le projet DIDEM pour une protection efficace de l'environnement

Le projet DIDEM (Dialogue science-Décideur pour une gestion intégrée des environnements littoraux et marins de l'océan indien occidental est officiellement lancé aux Comores par le président de la république à Anjouan. Ce dernier vise à renforcer le dialogue entre les scientifiques et les gestionnaires de l'environnement pour une protection efficace de l'environnement.

Ce projet que va bénéficier le parc national de Moheli et la zone de Shisiwani vise à renforcer le dialogue entre les scientifiques et les gestionnaires de l'environnement mais aussi mettre des résultats de recherches et des méthodes à la disposition des gestionnaires de l'environnement de 7 pays de la région notamment les Comores, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles et Tanzanie pour une protection efficace de l'environnement. « L'objectif est qu'à la fin du programme de ce projet, les méthodes qui ont été transmises pourront être mise en œuvre par les gestionnaires de l'environnement mais aussi pas les jeunes qui seront formés. J'ai déjà eu la chance de discuter avec de directeur général de l'université scientifique de Patsy et on va essayer d'avoir une interaction très forte avec l'université des Comores mais aussi les écoles primaires pour que ces jeunes puissent être parfaitement formés, car ils sont les citoyens de demain », explique David Gilbert, directeur général de l'IRD

De son côté, le président de la République a rappelé la vulnérabilité particulière des Comores face aux catastrophes naturelles liées à l'environnement notamment aux cyclones, aux inondations, aux éruptions volcaniques ou alors à l'élévation du niveau de la mer, qui dégradent le paysage naturel du pays au fil des années avec des conséquences négatives sur la vie sociale, l'économie et surtout l'environnement. « Si nous avons décidé de tenir la cérémonie de lancement de ce projet à Anjouan, c'est pour attirer davantage l'attention sur cette île qui est la plus touchée de l'archipel, par la dégradation des littoraux et des zones côtières et pour réduire cette vulnérabilité liée à l'érosion, le gouvernement avec l'appui de ses partenaires au développement à entre autres actions érigées là où c'est possible, des murs ou des digues de soutien, ce qui n'est pas sans conséquences pour le littoral », avance le chef de l'Etat.

Selon le président de la République, cette dégradation est la conséquence des aléas de la nature, mais elle est aussi le résultat malheureux des activités humaines, découlant du besoin de la population d'assurer sa survie. « Les plages sont progressivement détruites du fait de l'extraction du sable et d'autres sédiments ce qui affecte, non seulement le paysage, mais aussi les activités génératrices de revenus comme la pêche et le tourisme. Les forêts sont également détruites à cause de leur surexploitation due à la forte demande en bois de chauffage ou de construction. Les habitations sont souvent inondées, les infrastructures routières sont souvent abimées et les flancs de montagne ne cessent de s'effondrer avec tout le risque que cela peut avoir sur la vie de la population », énumère-t-il. Le moment est donc venu de former, sensibiliser mais aussi identifier les actions à mettre en œuvre pour protéger et conserver la biodiversité.


Azali au lancement du projet DIDEM.

Soifia Hassani (stagiaire)

Tourisme : plus d'un million de vaccins administrés - la prochaine étape de la réouverture se précise

L'accélération de la campagne de vaccination anti Covid-19 à Maurice permet au pays d'avancer, rapidement mais surement, vers la seconde phase de la réouverture de nos frontières.

Plus d'un million de doses de vaccin ont, à ce jour, été administrées sur le plan local. Soit, un équivalent de plus de 60% de mauriciens qui ont déjà reçu une première dose et 48% pour ceux ayant complétés le schéma de vaccination.
Avec cette cadence, le secteur touristique peut, d'ores et déjà, se réjouir de la perspective d'entamer la prochaine étape de la réouverture, prévu 1er octobre prochain.

Selon nos informations, les différents partenaires et partie prenantes du secteur touriste travaillent d'arrache-pied car il s'agit d'une étape cruciale pour la relance économique à Maurice.
D'autant plus que les visiteurs, complètement vaccinés, pourront accéder au territoire mauricien, sans restriction à partir de cette date. Toutefois, ils devront présenter un test PCR négatif à leurs arrivées au pays.
À savoir que la desserte aérienne depuis le jeudi 15 juillet dernier, en provenance d'Europe et du Moyen-Orient vers Maurice, est actuellement assurée par Air Mauritius, Emirates, Air France, Turkish Airlines, Kenya Airways et British Airways.

Frontières : Le GEM milite pour une ouverture aux touristes vaccinés



Les sites touristiques de renommée attendent désespérément les touristes étrangers.

Le tourisme est probablement le secteur le plus touché par les effets néfastes de la pandémie de Covid-19.

Les pertes d'emploi dans les entreprises touristiques se comptent par centaines. Le président du Groupement des Entreprises de Madagascar, Thierry Rajaona, l'a réitéré hier en marge de la signature d'un accord de partenariat entre le GEM et l'Agence Première Ligne.

Mesures draconiennes

Une situation catastrophique qui nécessite la prise de mesures draconiennes de la part des autorités en collaboration avec les professionnels du secteur. *« Le GEM salue l'initiative du gouvernement qui a priorisé les vaccins pour les opérateurs et les employés des entreprises touristiques, notamment dans les zones les plus fréquentées par les touristes »,* a déclaré le président du GEM. Avant de poursuivre que compte tenu de l'insuffisance des aides apportées par l'Etat pour le secteur du tourisme, d'autres mesures plus courageuses doivent être prises pour relancer le secteur. *« On en a parlé au sein du GEM et on est d'accord sur le principe d'une ouverture prudente des frontières »*, selon toujours le président du GEM. Ce groupement milite ainsi pour une ouverture des frontières dans les destinations touristiques, mais uniquement aux touristes vaccinés. *« Cela permettra de relancer le tourisme qui reste un des secteurs déterminants pour la relance post-Covid », a* ajouté Thierry Rajaona qui a pris l'exemple de l'Egypte pour étayer son raisonnement. En effet, une vaccination massive des professionnels du tourisme et une ouverture aux touristes vaccinés ont permis à l'Egypte d'enregistrer 500 000 visiteurs en seulement un mois.

Secteur minier

Toujours sur le plan économique, le président du GEM Thierry Rajaona a fait part de son inquiétude quant à la possibilité d'atteindre le taux de croissance de 4,5% estimé pour cette année. Selon lui, une reprise est constatée au niveau de certains secteurs, mais des efforts restent encore à faire si l'on veut atteindre les projections de croissance. *« Avec la reprise d'Ambatovy et la hausse des cours du nickel ainsi que la bonne production de QMM et l'envolée*

des prix internationaux de l'Ilménite et du zircon, le secteur minier va contribuer à la relance », a-t-il notamment précisé. Tout en faisant remarquer que dans son ensemble, le secteur industriel traverse encore un de ses moments les plus difficiles.
R.Edmond.

La Banque centrale des Seychelles : les prix à la consommation devraient baisser compte tenu de l'amélioration du taux de change

By: Sedrick Nicette, Betymie Bonnelame Traduit par: Rudie Bastienne



Mme. Abel a déclaré que cela doit être examiné pour s'assurer que les prix peuvent mieux refléter tous les facteurs au profit du pays. . (Seychelles Nation)

(Seychelles News Agency) - La **Banque centrale** des Seychelles (CBS) a déclaré qu'une discussion avec le secteur privé est nécessaire pour voir si les prix actuels des produits de base reflètent réellement tous les facteurs qui entraînent les changements de prix.

« Quand je regarde personnellement le prix des produits de base aux Seychelles, j'ai remarqué que lorsque le taux de change augmentait, l'augmentation du prix des produits était assez importante, mais maintenant, avec un taux de change beaucoup plus bas, la baisse du prix des produits est très faible", a déclaré vendredi la gouverneure de la Banque, Caroline Abel, lors d'une conférence de presse.

Mme. Abel a déclaré que cela doit être examiné pour s'assurer que les prix reflètent mieux tous les facteurs dans l'intérêt du pays. Elle a appelé à davantage de coopération de la part des détaillants et des prestataires de services aux Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental.

Le gouverneur a également réitéré la nécessité d'une vigilance continue, malgré l'amélioration de la situation économique du pays.

"Il est important que nous continuions à observer les facteurs clés à la fois localement et internationalement, car il y a des choses que nous ne pouvons pas contrôler qui peuvent avoir un effet négatif sur la stabilité économique des Seychelles."

Elle a déclaré que ces facteurs externes incluent la situation du COVID-19 sur les principaux marchés du tourisme et du commerce, les troubles politiques dans certains pays qui ont une influence directe sur l'activité économique des Seychelles et la hausse des prix alimentaires mondiaux, entre autres. **Suite de l'article**

Général Laurent Cluzel : "Nous devons nous préparer à assumer un large spectre de missions"

Depuis le 1er août, le général Laurent Cluzel est le nouveau commandant des Fazsoi. Il remplace le général Yves Metayer.
Le général **Laurent Cluzel**, nouveau commandant supérieur des Forces Armées dans la Zone Sud Océan Indien (**Fazsoi**) était l'invité du 19H d'Antenne Réunion.
Les missions des Fazsoi sont extrêmement variées. Il explique quelle seront ses priorités à ce poste.
"Il y a deux volets :
- **Force de souveraineté** : avec notre mission de protection de nos concitoyens et du territoire national, ainsi que la préservation de nos intérêts à travers l'ensemble de la zone qui nous est confiée. Une zone soumise à une forte pression sur l'exploitation de ses ressources.
- **Force de présence** : avec un devoir de rayonnement de la France dans la zone sud de l'océan Indien. Et de coopération avec nos partenaires des pays de la Commission de l'océan Indien et nos partenaires d'Afrique Australe, ceux de la SADC."

Le développement de la communication

"Le chef d'État-major des armées a bien fixé cet axe. La limite entre paix et guerre s'estompe aujourd'hui, avec le recours à des stratégies hybrides. (…) Il nous appartient de savoir communiquer au sens de la valorisation de nos actions et de nos valeurs et refuser les contre-vérités. Nous combattons les fakes news et tentatives de déstabilisation."

Plusieurs menaces au large de nos côtes

"Notre zone de responsabilité est vaste, elle représente des millions de kilomètres carrés, avec une très importante Zone économique exclusive (**ZEE**), notamment dans le Canal du Mozambique."
"Elle concentre de nombreuses ressources et cumule autant de menaces d'ordre écologique -pêche illicite-, criminelle (différents trafics), terroristes avec la resurgence inquiétante de l'État islamique dans le Nord du Mozambique. Nous devons nous préparer à assumer un large spectre de missions", poursuit-il. **Suite de l'article**